

L'Hebdo, pages 60 + 61 Débats & Polémiques

10.02.2011

Les deux Suisses du Kosovo

Micheline Calmy-Rey et Dick Marty

Par DENIS MACSHANE

Même le plus grand ami de la Suisse admettra que ses leaders politiques ont généralement peu d'impact au-delà des frontières de la Confédération. Mais il y a un pays où les noms des politiciens suisses sont sur toutes les lèvres, c'est le Kosovo. Ce petit pays des Balkans a renversé la domination serbe après un conflit bref et sanglant à la fin des années 90.

SOUTIEN Micheline Calmy-Rey et le premier ministre Hashim Thaçi. La conseillère fédérale est une grande alliée du Kosovo.

Steffen Schmidt / Keystone

Aujourd'hui, les Kosovars sont ravis que Micheline Calmy-Rey soit présidente du Conseil fédéral. En 1999, leurs héros étaient Bill Clinton et Tony Blair, qui ont soutenu le concept de «droit d'ingérence» de Bernard Kouchner.

Quelques années plus tôt, l'Europe n'avait pourtant rien fait alors qu'à Srebrenica près de 8000 Européens avaient été chassés et abattus par les Serbes d'une balle dans la nuque.

Au début des années 90, les dirigeants européens avaient invoqué des raisons de réalpolitik pour ne pas intervenir. Ils s'étaient assis sur leurs mains alors que des centaines de milliers de demandeurs d'asile inondaient le nord de l'Europe, arrivant même dans ma circonscription du Yorkshire.

Les réseaux créés pour déplacer ces personnes ont ensuite été utilisés pour le trafic d'armes, de drogue et d'argent et la traite d'esclaves sexuels. En fin de compte, le pire héritage de la décennie Milosevic aura été cette recriminalisation des Balkans.

En 1999, une nouvelle génération de leaders, tels que Gerhard Schröder, Tony Blair, Massimo d'Alema et Lionel Jospin, a rejeté la politique de ses prédécesseurs en affirmant que les démocraties du monde avaient le devoir de protéger les Européens du Kosovo contre la brutalité de Milosevic. Au même moment, les Kosovars eux-mêmes ont décidé que la résistance était désormais justifiée.

Armés et financés par une diaspora kosovare de Suisse et d'ailleurs, les jeunes Kosovars ont riposté. Comme tous les groupes de guérilla, ils ont attiré quelques mauvais éléments: ils ont récolté des fonds grâce à des activités criminelles; ils ont organisé des représailles et des exécutions. Ils ont toutefois gagné leur pays et, avec l'aide de l'OTAN, les combats ont cessé.

Aujourd'hui, dix ans plus tard, ils ont certes leur nation

mais ils n'ont toujours pas d'Etat. Pour la plupart des Kosovars, la grande alliée de ces dernières années reste Micheline Calmy-Rey, une des deux socialistes parmi les sept membres du Conseil fédéral suisse. Depuis des années, elle se charge au nom du Gouvernement suisse de sa politique étrangère.

Mme Calmy-Rey a souligné, tant dans ses paroles que dans ses écrits, que le retour de la paix dans les Balkans exige que l'on respecte et reconnaisse l'existence du Kosovo.

Mais ses revendications ont rencontré des sourdes oreilles à Belgrade, où un esprit revancharde infecte même les leaders modernes proeuropéens. Les Serbes insistent: le Kosovo appartient à Belgrade.

Ils ne peuvent accepter qu'une page de l'histoire ait été tournée. Avec leurs alliés de Russie, ils font tout pour empêcher le Kosovo d'accéder au rang d'Etat. Les Blackberry ne fonctionnent pas au Kosovo, car il n'existe pas de réseau de télécommunications d'Etat avec lequel on puisse souscrire un abonnement.

De même, les avions Swiss doivent contourner la Serbie s'ils souhaitent atterrir à Pristina. Enfin, le Kosovo a beau être la terre d'Europe la plus fertile pour la culture des fruits, ses kiwis et ses fraises ne peuvent pas traverser la Serbie pour accéder aux marchés du Nord.

Culture rancunière

L'Espagne, elle aussi, refuse d'accepter l'indépendance du Kosovo bien que la Cour internationale de justice ait reconnu le droit de ce pays à être maître de son destin. Ce statut non étatique laisse le Kosovo incapable d'exercer une pleine autorité sur son territoire.

Cela crée une culture rancunière dans laquelle beaucoup vivent de leurs blessures passées au lieu de construire un nouvel avenir. Dans son année de mandat présidentiel helvétique, Micheline Calmy-Rey pourra-t-elle continuer à plaider en faveur du Kosovo?

26/102

Entre-temps est apparu un nouveau protagoniste suisse, bien moins apprécié par les Kosovars. Le conseiller aux Etats tessinois Dick Marty a profité de sa participation au Conseil de l'Europe pour produire un rapport associant le premier ministre du Kosovo, Hashim Thaçi, aux crimes de la mafia. Il a également ajouté qu'en 1999, lorsque Thaçi était un jeune dirigeant de la résistance, des Serbes avaient été tués par les combattants kosovars afin que leurs reins soient découpés et vendus.

L'accusation de trafic d'organes à l'encontre de Thaçi a fait la une dans le monde entier. Cela s'est révélé être un véritable coup de propagande en faveur de Belgrade, bien que le président serbe Boris Tadic ait déclaré qu'il ne

croyait pas Thaçi capable de commettre de tels crimes. Les ressortissants du Kosovo ont été profondément secoués par l'attaque de Marty. Mais, comme bien d'autres, lorsqu'ils ont lu le fameux rapport, ils ont très vite noté ses failles. Il n'y avait en effet aucune preuve directe, aucun témoin pour illustrer l'accusation de trafic d'organes à l'encontre de Thaçi.

En outre, ce rapport a accusé les Etats-Unis d'avoir créé l'Armée de libération du Kosovo afin de justifier l'intervention dans les Balkans. En réalité, Clinton était plutôt réticent à toute action et ce sont surtout les dirigeants européens sociaux-démocrates qui, ne pouvant pas tolérer un autre Srebrenica au Kosovo, ont fait appel pour intervenir en 1999. Alors que les lacunes du rapport de Marty étaient peu à peu dévoilées, l'auteur a commencé à battre en retraite.

Désormais, il considère même que Thaçi n'est pas directement responsable du trafic d'organes. L'UE a depuis mobilisé près de 3000 personnes pour des opérations de police et de justice au Kosovo, dans le cadre de sa mission «Etat de droit» dite «Eulex». Elle a demandé à Marty de fournir des preuves. Quant à Thaçi, il a promis de coopérer pleinement avec Eulex.

Donc, pour le Kosovo en 2011, il y a une héroïne suisse, Micheline Calmy-Rey, et un méchant suisse, Dick Marty. Qui des deux en fera plus pour soutenir ou discréditer le Kosovo? Le Kosovo, tout comme la Macédoine, l'Albanie ou le Monténégro, est une nation où le manque de stabilité et parfois l'absence d'Etat de droit bloquent le progrès. Ni la Croatie ni la Serbie n'ont encore adhéré à l'Union européenne.

Le plus grand pays des Balkans, la Grèce, se trouve dans la tourmente. Cette région au sud des Alpes est la plus malheureuse de l'Europe.

Profil DENIS MACSHANE

Député travailliste et ancien ministre chargé des Balkans au Foreign Office 2001-2005. Il a également été délégué au Conseil de l'Europe 2005-2010.